

Vous avez décidé contre vents et marées, contre la volonté exprimée par les personnels, notamment à l'INRA, de convoquer ce Comité Technique pour faire voter aux forceps le Rifseep pour ITA et ITRF, à moins de 15 jours d'élections présidentielles dont personne ne peut prédire à ce jour le résultat. Vous savez pertinemment l'usage qui pourrait être fait ultérieurement par certains de la mise en place d'un système de rémunérations, totalement inégalitaire et individualisé, basé sur l'appréciation subjective « des fonctions » et non plus sur les garanties statutaires liées aux corps et aux grades. La pseudo-harmonisation des primes que vous revendiquiez au départ pour lancer l'opération creuse en réalité encore plus les inégalités, exacerbe la concurrence entre personnels, sapant ainsi le travail d'équipe. Il suffit de voir les différences entre ITRF et ITA, qui deviendraient ainsi gravées dans le marbre. Quant aux promesses financières associées, elles ont toutes chances d'être des chèques en bois dans cet avenir incertain, mais où ce gouvernement ne sera sûrement plus aux manettes dans 15 jours.

Pour nous, l'enjeu c'est bien la pérennité du statut et les garanties collectives face à l'individualisation. Nos exigences, ce sont des rémunérations largement augmentées mais pour tous et sans lien avec les fonctions ! ***Nous vous dénonçons donc le droit de faire voter l'adhésion des ITA et des ITRF par ce comité technique*** alors qu'aucun Comité Technique Ministériel n'est plus convoqué côté Education Nationale depuis le 22 mars dernier, alors que l'on sait que la très grande majorité des fonctionnaires aux Finances, à l'Équipement, ou ailleurs, n'est toujours pas passée au Rifseep. Pourquoi un tel acharnement gouvernemental sur les personnels des EPST et des Universités ?

Nous nous considérons donc en état de légitime défense et, même si nous préférons en général discuter et négocier, face à ce que nous considérons comme une tentative de passage en force, nous entendons empêcher la tenue effective de cette réunion. Nous allons donc rester debout dans cette salle le temps qu'il faudra et perturber toute tentative de mise au vote du Rifseep.

Ne nous mettez pas en avant les autres points prévus, vous aviez largement le temps de les traiter durant les 5 années passées.

Le Rifseep, on n'en veut pas !